



Communiqué de presse commun SUD – SSP - FSF

Lausanne, le 1^{er} février 2018

Après la forte mobilisation du 25 janvier 2018 et la demande commune des syndicats et des employé-e-s de l'Etat de Vaud de retirer le plan de financement 2019 de la CPEV, le Conseil d'Etat et les syndicats signent un courrier commun.

Le 31.01.2018, les trois organisations syndicales ont participé à une séance de négociations avec la Délégation du Conseil d'Etat aux Ressources Humaines.

Lors de cette rencontre, le principe d'un courrier commun signé du Conseil d'Etat et des représentants des organisations du personnel SUD, SSP et de la FSF a été adopté. L'objet de ce courrier est dans la droite ligne des revendications portées de manière unitaire par les trois organisations syndicales : demander le retrait du plan de financement 2019 de la caisse et le maintien des conditions prévues par le plan adopté en 2014 jusqu'en 2022. Il rejoint aussi la position prise le 3 octobre 2017 par l'Assemblée des délégués des assurés de la CPEV qui avait voté à l'unanimité pour le retrait du plan.

Ce courrier parviendra dans le courant de la semaine prochaine au Conseil d'Administration de la Caisse. Si celui-ci se positionne favorablement face à cette demande, il devra ensuite soumettre ce retrait à l'Autorité de Surveillance des institutions de prévoyance de Suisse occidentale (AsSO).

Ceci représente un pas important et un signal fort dans la lutte pour le maintien des conditions de retraite des employés de l'Etat de Vaud. Il est le fruit de la mobilisation de tous les secteurs de la fonction publique menée ces derniers mois sur les lieux de travail et lors des manifestations du 23 novembre et du 25 janvier. Lors de cette journée, la grève et une manifestation de plus de 5000 personnes ont montré la détermination du personnel de la fonction publique. Une nouvelle journée d'action se préparait pour le 6 février. Par ailleurs, une pétition nantie de 5685 signatures demandant le retrait du plan a été remise au représentant du conseil d'administration. Suite à cette mobilisation d'ampleur, le Conseil d'Etat a donc proposé cette approche commune.

La démarche ainsi initiée souligne la perversité du mécanisme législatif qui contraint les caisses de pensions publiques à se baser sur des analyses économiques tronquées qui ne reposent même pas sur un bilan consolidé pour élaborer des plans financiers couvrant parfois plus de 20 ans !

Les enjeux sont pour le moins importants. Les syndicats restent donc mobilisés et saisiront l'occasion des quelques semaines d'attente à venir pour continuer à informer et à renseigner les employé.e.s de la fonction publique vaudoise sur les processus en cours autour de la CPEV. Nous appelons en particulier le personnel à la prochaine assemblée générale de la fonction publique qui aura lieu le 1^{er} mars prochain.

SUD

SSP

FSF

Aristides Pedrazza

David Gygax

David Jeanquartier